CONSEIL NATIONAL DES RÉPUBLICAINS

Lyon - 16 mars 2019

POUR LA FRANCE: TRANSFORMER L'EUROPE

Nos premières propositions

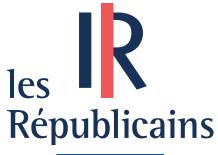




CONSEIL NATIONAL DES RÉPUBLICAINS Lyon - 16 mars 2019

POUR LA FRANCE: TRANSFORMER L'EUROPE

Nos premières propositions





INTRODUCTION

Le 26 mai prochain, vous voterez pour désigner les 79 députés qui représenteront la France au Parlement européen.

Le 26 mai prochain, vous aurez la responsabilité d'élire des députés européens dévoués et utiles pour défendre vos intérêts et porter vos convictions.

Le 26 mai prochain, vous aurez entre vos mains une part de l'avenir de notre pays et de notre continent.





Pourquoi cette élection est-elle décisive pour notre avenir?

Parce que nous, les Républicains, savons que la France n'a jamais eu autant besoin de l'Europe face à l'immigration de masse, face à la Chine et aux États-Unis qui n'hésitent pas à défendre leurs intérêts, face aux défis des géants du numérique, face au changement climatique, face à la montée de l'islamisme. Et pourtant, jamais l'Europe n'est apparue aussi défaillante. Pour la sauver, nous devons changer l'Europe.

Parce que nous, les Républicains, membres du Parti populaire européen (PPE), la première force politique européenne, avons des alliés et des interlocuteurs pour changer l'Europe. Nous refusons de fracturer l'Europe entre « progressistes » et « nationalistes ». L'Europe ne progressera que si elle s'appuie sur les nations qui la composent. Pour tous les Européens convaincus dont nous sommes, les inquiétudes légitimes exprimées par les peuples européens – tant à l'occasion du Brexit que des élections en Autriche, en Allemagne ou en Italie – doivent être perçues comme de salutaires électrochocs et l'occasion d'une refondation du projet européen. Notre ennemi n'est pas le repli nationaliste mais ce qui produit le repli nationaliste. C'est ce à quoi nous allons nous attaquer.

Parce que nous, les Républicains, n'oublions pas que l'Union européenne, la plus belle construction politique depuis la Seconde Guerre mondiale, garante de la paix, doit avoir pour raison d'être la protection des peuples européens. Nous devons nous mobiliser pour lui redonner un avenir.

Une France forte dans une Nouvelle Europe.

Nous, les Républicains, refusons que l'Union européenne soit le paravent des lâchetés politiques, qui depuis tant d'années conduisent à ne jamais oser réformer vraiment notre pays; une France qui doit lutter contre le gaspillage de l'argent public, régler son problème de sous-compétitivité chronique, adopter un plafond d'immigration légale pour choisir qui s'installe sur son sol, s'attaquer aux dérives de l'assistanat et mieux valoriser le travail, en replacant le respect et l'autorité à leurs justes places. Si la France a rarement été aussi isolée sur la scène européenne, c'est parce qu'elle n'est pas en position de force: pour la première fois, notre pays aura cette année le déficit public le plus élevé de tous les pays de la zone euro. Pour que la France retrouve une voix en Europe, nous devons commencer par être exemplaires dans la gestion de notre pays. Cette responsabilité, c'est celle d'Emmanuel Macron.

Contrairement à ce qu'affirment les extrémistes, tous ces maux de notre pays ne sont pas imputables à la construction européenne. Mais ce n'est pas une raison pour fermer les yeux face aux défaillances de l'Union européenne, qui doit plus que jamais faire la preuve de son efficacité au service des peuples européens. L'Europe doit être un levier de puissance pour notre pays, non un frein à son essor et son rayonnement international.

Il y a un autre chemin pour l'Europe.

Nous, les Républicains, constatons qu'il y a aujourd'hui deux impasses pour l'Europe.

La première impasse est celle des extrêmes, qui ont toujours pour horizon la déconstruction de l'Union européenne et de l'euro. Ce serait un désastre pour la France, dont le coût pèserait d'abord sur les Français. Avec une nouvelle monnaie dévaluée, leur épargne et leur pouvoir d'achat seraient attaqués. Avec pour seule perspective d'isoler notre nation, ce sont les intérêts de la France qui seraient directement atteints. Marine Le Pen et son ex-futur Premier ministre Nicolas Dupont-Aignan proposent un grand saut dans le vide. Comment souhaiter un « Frexit » alors même que le Brexit démontre sous nos yeux que les apprentis-sorciers ne mènent au'au désordre?

La deuxième voie sans issue est la fuite en avant incarnée par Emmanuel Macron, proposant toujours plus de ce qui n'a pas marché: toujours plus d'élargissements (aux pays des Balkans comme il l'a appelé de ses vœux à Trieste en juillet 2017), toujours plus de bureaucratie (en proposant la création de quinze nouvelles agences ou structures européennes), toujours plus d'immigration (puisqu'il se refuse de ramener les bateaux de passeurs sur les côtes africaines et qu'il souhaite répartir les migrants entre pays européens). Il propose aussi de créer une fiscalité européenne pour financer des institutions supplémentaires: nous refuserons toute nouvelle taxation des entreprises ou des ménages européens alors que notre pays a le record des prélèvements obligatoires de l'OCDE.

Les postures d'Emmanuel Macron varient au gré du vent, mais sa volonté d'enfermer le débat européen dans un choix binaire reste intacte : en opposant les auto-proclamés « progressistes » à la prétendue « lèpre nationaliste », il isole la France et menace de faire imploser l'Union européenne. Depuis son discours sur l'Europe à la Sorbonne il y a un an et demi, aucune de ses grandes idées ne s'est traduite en actes concrets. Nous devons lever le voile sur cette réalité.

Il est temps de dire la vérité aux Français. Il est si facile, comme le font certains, d'adopter des postures stériles qui trompent les citoyens. Chacun doit saisir l'enjeu de cette élection européenne. Il y aura le choix entre trois attitudes.

La première, celle de Marine Le Pen, consiste à sauter de la voiture, une folie. La deuxième, celle d'Emmanuel Macron, repose sur les mêmes discours tenus depuis des décennies et a une conséquence : accélérer dans le mur.

Nous voulons un changement de direction. Redonnons au projet européen des pierres d'angle. Je crois en une Europe qui défend sa civilisation, qui assume le rapport de force avec les géants du XXIe siècle et qui protège efficacement nos frontières.

Oui, il y a un autre chemin pour <u>l'Europe</u>.

Lanet Wangies





Un projet conquérant pour une Europe qui protège nos frontières, nos entreprises et notre civilisation.

L'Europe ne doit pas être le nom d'un vide. Elle est d'abord une civilisation dont le mode de vie est aussi précieux que les valeurs. L'Europe ne vient pas de nulle part: elle est le fruit de racines gréco-latines, judéo-chrétiennes et de l'héritage des Lumières. Dans une mondialisation déséquilibrée, nous avons la responsabilité de porter une voix unique qu'il s'agit de transmettre aux générations à venir. Ce combat est d'autant plus important face à la montée de l'islamisme qui menace les fondements mêmes de notre civilisation. La France a besoin d'une Europe qui sait qui elle est et qui sait ce qu'elle veut.

Si nous sommes attachés à cette maison commune qu'est l'Europe, si le projet européen est inscrit dans l'ADN de notre famille politique, nous devons mesurer et combattre les dysfonctionnements profonds de l'Union européenne. Agir au cœur des institutions européennes pour être utiles, combatifs et efficaces au service des intérêts des Français: telle est notre ambition.

Alors qu'Emmanuel Macron avait soulevé l'espoir de remettre l'Europe en marche, il a mis la France en marge de l'Europe. Nous voulons nous appuyer sur les nouveaux leaders de la droite européenne pour changer l'Europe, défendre et mieux protéger la France et les Français, en bâtissant:

SOMMAIRE

- I. L'Europe Frontière, qui arrête enfin l'immigration de masse, nous défend face au terrorisme islamiste et protège notre territoire, en refusant tout nouvel élargissement;
- II. L'Europe Civilisation, qui assume et défend notre histoire, transmet et fait rayonner avec fierté notre identité et nos valeurs;
- III. L'Europe Puissance, qui sort de la naïveté et assume la défense de nos intérêts, de nos emplois, de nos entreprises, face aux géants de la mondialisation - Etats-Unis et Chine en tête;
- IV. L'Europe Projet, éloignée du «toujours plus» de normes et axée sur le développement prioritaire de grands projets stratégiques, utiles pour notre économie, pour notre influence, pour notre futur;
- V. L'Europe Efficace, dont l'action sera plus rapide, plus démocratique, moins technocratique, respectueuse des citoyens et des nations européennes.



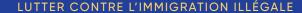


#EuropeFrontière

L'Europe qui protège notre territoire, arrête l'immigration de masse, lutte contre le terrorisme islamiste et refuse tout élargissement.

Lutter contre l'immigration illégale.





#PROPOSITION 1

Mettre en place une double protection de nos frontières: une protection européenne et une protection française, pour arrêter l'immigration de masse.

Réformer le «Codes frontières» pour pérenniser le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures, tant que les frontières extérieures de l'Union européenne ne nous protègent pas efficacement des flux migratoires incontrôlés.

#PROPOSITION 2

Désormais, les demandes d'asile doivent être traitées en dehors de nos frontières, en amont de l'immigration en Europe, en refusant l'ouverture de nouveaux centres d'accueil européens proposée par Emmanuel Macron.

Ainsi, des **centres internationaux d'étude de l'asile,** situés notamment sur la rive Sud de la Méditerranée ou au Proche-Orient, serviront à déterminer la réalité du statut de réfugié des populations candidates à l'immigration sur le sol européen.



#EUROPEFRONTIÈRE #EUROPEFRONTIÈRE

LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE

LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE

#PROPOSITION 3

Toute personne qui n'aurait pas respecté la procédure de demande d'asile via les centres internationaux d'étude de l'asile, devra se voir refuser l'entrée sur le territoire de l'UE et être expulsée – c'est ainsi que procèdent les Etats-Unis et l'Australie.

#PROPOSITION 4

Doter l'Europe d'un véritable Corps de garde-côtes et garde-frontières chargé d'empêcher les entrées illégales en Europe, et en tripler le budget pour systématiser les contrôles aux frontières extérieures de l'Union, en faisant monter en puissance les forces de contrôle naval et aérien de la Méditerranée.

#PROPOSITION 5

Ramener systématiquement les bateaux de migrants sur les côtes africaines pour sauver des vies et stopper les filières mafieuses d'immigration illégale, en travaillant précisément, avec les pays d'origine, à la neutralisation de ces bateaux de passeurs, notamment dès les ports de départ.

14

#PROPOSITION 6

Permettre une plus grande efficacité dans les expulsions de personnes en situation irrégulière: grâce au partage des données via un fichier européen des personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire pour qu'elle soit effective dans tous les pays de l'espace Schengen et en harmonisant au niveau européen les procédures d'expulsion de personnes en situation irrégulière.

#PROPOSITION 7

Multiplier les vols groupés organisés par FRONTEX au niveau européen, pour expulser les immigrés illégaux.

#PROPOSITION 8

Ne plus octroyer d'aide au développement ou des visas aux pays tiers d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie, qui refusent le retour de leurs ressortissants arrivés illégalement en Europe. L'UE ne peut plus octroyer des milliards d'euros d'aide à des pays, sans les obliger à agir contre l'immigration illégale et les filières mafieuses.

LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE

#PROPOSITION 9

Faire financer l'augmentation des moyens de Frontex pour le contrôle de nos frontières par les visas et titres de séjour.

#PROPOSITION 10

Mettre fin à l'accès automatique aux prestations sociales pour les étrangers extra-européens (minima sociaux, accès aux logements sociaux et allocations familiales) s'il n'y a pas eu au moins trois années de cotisations préalables.

#PROPOSITION 11

Dénoncer au niveau européen le Pacte de Marrakech qui encourage l'immigration et promeut le multiculturalisme. C'est aux Etats et aux peuples européens de décider qui entre en Europe.

#EuropeFrontière

L'Europe qui protège notre territoire, arrête l'immigration de masse, lutte contre le terrorisme islamiste et refuse tout élargissement.

Lutter contre le terrorisme islamiste.



LUTTER CONTRE LE TERRORISME ISLAMISTE

#PROPOSITION 12

Adopter un **Bouclier européen contre l'islamisme,** comprenant: le strict contrôle et la possibilité d'interdire les financements extra-européens de l'islam, la fermeture immédiate des lieux de culte islamistes, l'identification commune des imams salafistes, l'expulsion des étrangers radicalisés et le refus du retour de djihadistes sur le sol européen.

#PROPOSITION 13

Renforcer d'un point de vue technique, humain et budgétaire, les structures européennes comme les agences Europol et Eurojust pour traquer les terroristes et accroître le partage d'informations entre autorités nationales.

LUTTER CONTRE LE TERRORISME ISLAMISTE

#PROPOSITION 14

Doter le futur **Parquet européen,** opérationnel en 2020, de compétences additionnelles en matière **de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée,** soutenant la coordination des enquêtes entre autorités nationales et locales et permettant un échange d'informations clés sur les filières criminelles et terroristes.

#PROPOSITION 15

Généraliser le contrôle des vols aériens (PNR – « Passenger Name Record ») aux vols intérieurs et partager les renseignements sur les individus radicalisés.



#EuropeFrontière

L'Europe qui protège notre territoire, arrête l'immigration de masse, lutte contre le terrorisme islamiste et refuse tout élargissement.

Des frontières stables: aucun nouvel élargissement de l'UE ou de l'espace Schengen.





#PROPOSITION 16

Refuser tout nouvel élargissement de l'Union européenne, contrairement à Emmanuel Macron qui a appelé de ses vœux l'élargissement aux pays des Balkans à Trieste en juillet 2017. La France doit exiger l'arrêt de tout élargissement.

#PROPOSITION 17

Arrêter définitivement le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

#PROPOSITION 18

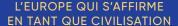
Stopper l'extension de l'espace Schengen, contrairement à Emmanuel Macron qui souhaite y intégrer la Roumanie. Nos députés européens s'y opposeront.

#EuropeCivilisation

L'Europe qui assume et défend notre histoire, fait rayonner notre identité et nos valeurs.

L'Europe qui s'affirme en tant que civilisation.





#PROPOSITION 19

Inscrire les racines judéo-chrétiennes de l'Europe, ainsi que l'héritage gréco-romain et celui des Lumières, dans les Traités européens et dans une nouvelle Charte européenne des valeurs et des devoirs.

#PROPOSITION 20

Conditionner l'obtention ou le renouvellement d'un titre de séjour à l'adhésion à la Charte européenne des valeurs et des devoirs - comprenant notamment la réaffirmation absolue des principes de mixité et d'égalité entre les hommes et les femmes, le respect de la liberté d'expression, l'interdiction de la polygamie, de l'excision et l'intangible supériorité des lois politiques sur les lois religieuses - dont la méconnaissance ou nonsignature vaudra rejet automatique de la demande de titre de séjour et l'expulsion du territoire européen.

L'EUROPE QUI S'AFFIRME EN TANT QUE CIVILISATION

#PROPOSITION 21

Etablir un **Pacte européen contre l'antisémitisme,** pour transmettre durablement la mémoire, mettre un terme aux discours de haine, notamment sur les réseaux sociaux et adopter une définition européenne de l'antisémitisme, incluant la négation de l'Etat d'Israël.

#PROPOSITION 22

Lancer une **initiative juridique européenne pour protéger la dignité humaine,** en interdisant la Gestation pour autrui (GPA) et en luttant contre la marchandisation du corps humain et le trafic d'organes.

#EuropeCivilisation

L'Europe qui protège notre patrimoine culturel comme notre environnement naturel

Défendre un patrimoine culturel unique.



DÉFENDRE UN PATRIMOINE CULTUREL UNIQUE

#PROPOSITION 23

Instaurer le «1% culture» européen: faire passer le budget dédié à la politique culturelle de 0,15% à 1% du budget européen pour préserver notre patrimoine dans nos territoires (églises, châteaux...)

#PROPOSITION 24

Instaurer un fléchage obligatoire d'une partie des fonds européens dédiés aux Régions, pour la préservation du patrimoine; et faire monter en puissance le Label du Patrimoine européen pour valoriser les sites culturels témoins de l'histoire et de la construction européenne.

#PROPOSITION 25

Défendre la diversité linguistique au sein des institutions européennes. L'anglais ne doit donc pas demeurer la langue de travail dominante de l'Union européenne, d'autant plus dans le contexte du Brexit. La **promotion de la langue française** dans les institutions européennes doit être une priorité.

Rendre obligatoire l'utilisation du français pour la diffusion des contenus des sites internet d'information des institutions et agences de l'Union européenne. Chaque citoyen européen doit avoir accès aux informations publiques de l'UE dans sa langue maternelle. #EUROPECIVILISATION #EUROPECIVILISATION

DÉFENDRE UN PATRIMOINE CULTUREL UNIQUE

DÉFENDRE UN PATRIMOINE CULTUREL UNIQUE

#PROPOSITION 26

Instaurer un « **Erasmus 3.0** » universel: 30 ans après sa création, **renforcer le programme** pour permettre à chaque jeune, collégien, lycéen, apprenti ou en études supérieures, d'effectuer dans son parcours, un trimestre ou un semestre éducatif, académique ou de formation professionnelle dans un autre pays européen.

#PROPOSITION 27

Transmettre aux plus jeunes le sens de la civilisation européenne, en renforçant notamment l'apprentissage de l'histoire de l'Europe et du fonctionnement de l'Union européenne dès l'école primaire, en généralisant les jumelages pour tous les collèges et lycées avec des établissements d'autres Etats membres, et en développant les systèmes de correspondance entre ces élèves (notamment grâce aux outils numériques).

#PROPOSITION 28

Faire de Strasbourg le siège unique du Parlement européen pour le travail parlementaire, administratif et législatif, en respectant ainsi les Traités européens et l'histoire de la construction européenne. Dès lors, refuser tout rassemblement des institutions européennes exclusivement à Bruxelles.

#PROPOSITION 29

Créer un **Grand Musée européen de l'Histoire et de la Civilisation européenne à Strasbourg** et développer des antennes dans chaque capitale de l'UE.

#PROPOSITION 30

Faire figurer sur les futurs billets d'euro la devise de l'Union européenne, des grandes figures historiques européennes (des auteurs, à l'image de Goethe, Molière ou Cervantès, des scientifiques, comme Einstein ou Pierre et Marie Curie, des grands artistes, comme l'étaient Mozart, Rembrandt, Van Gogh ou Maria Callas) et des monuments incarnant nos racines latines et judéo-chrétiennes, nos métropoles et territoires européens, leur culture et leur génie architectural (comme l'Acropole d'Athènes, le Mont-Saint-Michel, le Dôme de Berlin, la Cathédrale de Milan ou le Pont de l'Europe).

#EuropeCivilisation

L'Europe qui protège notre patrimoine culturel comme notre environnement naturel

Protéger l'environnement naturel du continent.





#PROPOSITION 31

Instaurer une «Barrière écologique», grâce à la mise en œuvre de droits de douane anti-pollution sur les produits importés de pays qui ne respectent pas nos normes environnementales ou sociales, pour augmenter le budget européen dédié à la recherche et l'innovation.

#PROPOSITION 32

Mettre en œuvre un **Plan européen pour le climat,** piloté par un « **Haut-Commissaire européen pour le climat et la biodiversité** » favorisant notamment les prêts à taux zéro de la Banque européenne d'investissement aux Etats membres, aux collectivités, aux entreprises et aux particuliers.

#PROPOSITION 33

Lutter contre le **dérèglement climatique et réduire notre dépendance énergétique**, en visant le «0 carbone» à horizon **2050** et en favorisant un **mix énergétique** adapté aux réalités des territoires.



PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT NATUREL DU CONTINENT

#PROPOSITION 34

Renforcer l'économie circulaire, notamment en valorisant les filières de recyclage pour bénéficier des opportunités du traitement des déchets et promouvoir la bioéconomie, véritable vecteur de croissance et de valeur ajoutée, particulièrement pour nos agriculteurs.

#PROPOSITION 35

Mettre en place une « **Stratégie plastique** » ambitieuse au niveau européen consistant à systématiser les modes de collecte et de recyclage à l'échelle de l'UE en les rendant au plus simples et plus efficaces.



#EuropePuissance

L'Europe qui défend nos entreprises, nos emplois et nos intérêts face aux géants de la mondialisation.

L'Europe qui renoue avec la préférence européenne et française pour nos entreprises.



RENOUER AVEC LA PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE ET FRANÇAISE POUR NOS ENTREPRISES

#PROPOSITION 36

Face aux produits étrangers, mettre en place une «double préférence»: européenne et française, sur le modèle du «Buy American Act», en assumant de donner la priorité à nos entreprises et nos emplois.

#PROPOSITION 37

Créer un droit permettant de réserver 50% de nos marchés publics aux entreprises locales, particulièrement les PME.

#PROPOSITION 38

Imposer la **stricte réciprocité dans les échanges internationaux:** un pays qui ne laisse pas entrer nos entreprises françaises et européennes sur son marché ne doit plus pouvoir accéder au marché européen.

#EUROPEPUISSANCE #EUROPEPUISSANCE

RENOUER AVEC LA PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE ET FRANÇAISE POUR NOS ENTREPRISES RENOUER AVEC LA PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE ET FRANÇAISE POUR NOS ENTREPRISES

#PROPOSITION 39

Mettre en œuvre dans les meilleurs délais le **mécanisme** européen de filtrage des investissements étrangers, porté par les Républicains au Parlement européen, pour protéger durablement nos secteurs stratégiques, en développant une coopération européenne structurée pour l'intelligence économique.

#PROPOSITION 40

Instaurer un Fonds européen d'investissement, financé notamment par la Banque européenne d'investissement (BEI) pour amplifier le Plan d'investissement pour l'Europe dit «Plan Juncker», dédié aux PME familiales et aux savoir-faire d'excellence.

#PROPOSITION 41

Refonder la politique de négociations commerciales de l'Union européenne:

- Imposer la stricte réciprocité dans l'ouverture des marchés publics avec nos partenaires étrangers.
- Pour tous les accords commerciaux envisagés ou en cours de négociation par la Commission européenne, imposer la « compétence mixte » qui permet de rendre obligatoire la consultation des parlements nationaux sur l'accord conclu.
- Imposer, pour tous ces accords, une évaluation automatique tous les 5 ans, avec une clause de revoyure de l'accord si celui-ci s'avère défavorable à l'Union ou à certains de ses Etats membres.
- Actualiser les mandats de négociations commerciales de l'UE avec des pays-tiers, dont certains datent de plusieurs années (comme celui avec le Mercosur auquel nous nous opposons fermement), afin de s'adapter aux réalités économiques actuelles pour défendre efficacement nos intérêts.



#EuropePuissance

L'Europe qui défend nos entreprises, nos emplois et nos intérêts face aux géants de la mondialisation.

Promouvoir l'agriculture française en Europe et dans le monde.





#PROPOSITION 42

S'opposer à la baisse prévue du budget de la PAC (jusqu'à 15%) **et le maintenir intégralement,** en conservant notamment pleinement les paiements directs, pour protéger notre agriculture française en Europe.

#PROPOSITION 43

Rétablir la **préférence communautaire dans le domaine agricole,** au service de la sécurité alimentaire de l'Europe.

#PROPOSITION 44

Créer un «Fonds européen permanent de prévention et de gestion des crises agricoles» viable, flexible et efficace pour intervenir rapidement en dehors du principe budgétaire d'annualité de la PAC.



#EUROPEPUISSANCE #EUROPEPUISSANCE

PROMOUVOIR L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN EUROPE ET DANS LE MONDE PROMOUVOIR L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

#PROPOSITION 45

Construire une agriculture d'avenir:

- Assurer le renouvellement des exploitations agricoles par un soutien massif aux jeunes agriculteurs.
- Développer des stratégies de modernisation des exploitations.
- Renforcer les aides à la conversion vers l'agriculture biologique.
- Défendre des synergies avec d'autres programmes européens (ex: les applications du secteur spatial au secteur agricole dans la gestion des terres et des ressources).
- Protéger durablement les terres agricoles françaises et européennes face aux phénomènes de financiarisation et de concentration des exploitations agricoles.

#PROPOSITION 46

Au-delà des mécanismes nationaux, confier aux régions la gestion de tous les fonds européens du 2ème pilier de la PAC pour dynamiser le soutien local aux projets agricoles.

#PROPOSITION 47

S'opposer à la baisse prévue du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP):

- Développer des outils d'accompagnement pour les pêcheurs (soutien, formation...), notamment pour nos pêcheurs artisanaux et pour nos jeunes pêcheurs.
- Financer la modernisation des flottes.
- Assurer la préservation des ressources halieutiques en combattant les pratiques de pêche nuisibles à l'environnement telles que la pêche électrique.

#PROPOSITION 48

Négocier un accord spécifique avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit pour défendre l'accès des pêcheurs français aux eaux britanniques.

#PROPOSITION 49

Adopter une politique européenne d'incitation à la consommation de produits agricoles et de pêche locaux, notamment dans les cantines scolaires, favorisant les circuits courts et l'approvisionnement local. Cela est à la fois bénéfique pour l'environnement et pour nos agriculteurs. Il est absurde d'importer des produits agricoles qui proviennent de l'autre bout du monde.

43



#EuropePuissance

L'Europe qui défend nos entreprises, nos emplois et nos intérêts face aux géants de la mondialisation.

L'Europe qui combat la concurrence déloyale et qui défend son industrie.





#PROPOSITION 50

Faire cesser le dumping social au sein de l'UE:

- Défendre une **vraie révision de la directive sur les travailleurs détachés,** pour faire cesser le dumping social au sein de l'Union européenne.
- Réviser le règlement européen sur les systèmes de sécurité sociale: les travailleurs détachés doivent payer les cotisations sociales du pays dans lequel ils travaillent.
- Porter une révision ambitieuse des règles du transport routier européen, pour mettre un terme à la concurrence déloyale dans ce secteur.
- Renforcer l'arsenal de contrôle et de sanction des structures spécialisées dans le détachement des travailleurs.

#PROPOSITION 51

Renforcer massivement le **contrôle des produits importés** pour vérifier qu'ils respectent nos normes de sécurité, sanitaires et environnementales, et **alléger les contrôles sur les producteurs européens** qui respectent déjà les standards les plus élevés du monde.

#EUROPEPUISSANCE #EUROPEPUISSANCE

COMBATTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE ET DÉFENDRE L'INDUSTRIE

COMBATTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE ET DÉFENDRE L'INDUSTRIE

#PROPOSITION 52

Transformer radicalement la politique européenne de concurrence. Cette politique doit cesser d'être un frein à la constitution de champions européens mais s'adapter aux priorités industrielles de l'Union:

- Etablir une liste de secteurs stratégiques (environnement, énergie, défense, numérique...) dérogatoire des règles de la concurrence européenne, pour permettre l'émergence de leaders continentaux performants à l'échelle mondiale (sur le modèle d'Airbus).
- Donner aux Etats membres la possibilité de faire appel des décisions de la Commission européenne en matière de politique de concurrence, et leur laisser le choix final pour affirmer leurs stratégies industrielles.
- Engager une **réforme des plafonds d'intervention publique** pour les régions, pour soutenir durablement les acteurs économiques des territoires, en relevant notamment le plafond d'aides aux PME.

#PROPOSITION 53

Défendre l'euro, car cette monnaie est une protection pour les Français et les Européens. Dans un pays marqué par une dette et un déficit publics catastrophiques, retrouver une souveraineté monétaire et sortir de l'euro comme le proposent Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan serait un danger pour tous les Français: pour leur épargne, pour leur pouvoir d'achat, pour nos entreprises et nos emplois.

#PROPOSITION 54

Être conquérants, c'est affirmer le rôle international de l'euro comme alternative au dollar. L'euro est la 2e monnaie mondiale, constituant 20% des réserves de banques centrales et utilisée dans près de 40% des échanges internationaux. Les accords commerciaux négociés par l'Union européenne devront contenir des clauses obligeant les échanges à être effectués en euro. L'euro doit aussi être renforcé comme monnaie de réserve, notamment en développant une alternative européenne au système de transactions bancaires internationales SWIFT utilisé pour promouvoir les intérêts américains.

COMBATTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE ET DÉFENDRE L'INDUSTRIE

#PROPOSITION 55

Doter l'Europe de «**Blocs de coopération**», pour permettre au continent d'avancer à plusieurs vitesses autour de stratégies communes.

Par exemple, en amplifiant la convergence nécessaire en matière **fiscale et sociale**, afin de lutter contre le dumping et les écarts trop importants entre Etats européens, qui nuisent à la compétitivité de nos entreprises françaises.

#PROPOSITION 56

La taxation des entreprises doit être équitable entre toutes les entreprises en Europe: mettre en place une taxe d'égalisation des géants extra-européens du numérique (dits «GAFAM» pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), pour financer l'investissement public européen dans la recherche et l'innovation, notamment dans l'intelligence artificielle.



#EuropePuissance

L'Europe qui défend nos entreprises, nos emplois et nos intérêts face aux géants de la mondialisation.

L'Europe puissante grâce à sa défense, grâce à l'ensemble de ses territoires et grâce à son rayonnement international.





L'EUROPE PUISSANTE GRÂCE À SA DÉFENSE, GRÂCE À L'ENSEMBLE DE SES TERRITOIRES ET GRÂCE À SON RAYONNEMENT INTERNATIONAL

#PROPOSITION 57

Instaurer un **Etat-major permanent de planification et de conduite des opérations** (comme le Centre de planification et de conduite des opérations - CPCO en France ou le Grand Quartier général des puissances alliées en Europe - SHAPE de l'OTAN), qui serait basé à la Forteresse du Mont Valérien en France afin de planifier et conduire les opérations décidées et menées souverainement par les Etats membres de l'Union qui le souhaiteront (exemples actuels: Mali, République centrafricaine...).

#PROPOSITION 58

Assurer l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de défense pour faire face aux menaces d'un contexte international plus instable que jamais, en soutenant des coopérations européennes militaires, opérationnelles et industrielles, qui permettent de ne pas dépendre d'autres puissances.

#EUROPEPUISSANCE #EUROPEPUISSANCE

L'EUROPE PUISSANTE GRÂCE À SA DÉFENSE, GRÂCE À L'ENSEMBLE DE SES TERRITOIRES ET GRÂCE À SON RAYONNEMENT INTERNATIONAL L'EUROPE PUISSANTE GRÂCE À SA DÉFENSE, GRÂCE À L'ENSEMBLE DE SES TERRITOIRES ET GRÂCE À SON RAYONNEMENT INTERNATIONAL

#PROPOSITION 59

Les flux du Fonds européen pour l'industrie de défense doivent être exclusivement dédiés aux entreprises européennes et non à des structures détenues par des capitaux extra-européens, même en cas d'implantation sur le continent européen.

#PROPOSITION 60

Développer une solidarité plus forte, financière et logistique, avec les pays qui, comme la France, s'engagent fortement pour la sécurité de tous (particulièrement en Afrique sub-saharienne et au Moyen-Orient). Parce que les pays qui investissent dans leurs armées protègent l'ensemble de l'Union européenne, les dépenses militaires des Etats membres doivent sortir des critères budgétaires stricts, issus du Traité de Maastricht.

#PROPOSITION 61

Les **Outre-mer** sont une richesse pour la France, au service de la puissance de l'Union européenne au-delà des frontières continentales.

L'insularité, l'éloignement géographique ou les spécificités économiques de nos territoires d'Outremer doivent cependant être défendus sans relâche pour adapter la législation européenne à leurs caractéristiques et besoins, particulièrement dans le cadre de la mise en œuvre des Fonds européens structurels dans ces territoires ou des négociations commerciales UE – pays tiers.

#PROPOSITION 62

Promouvoir un Plan Marshall Euro-Africain de croissance partagée, en investissant dans les infrastructures, l'éducation, la santé, l'emploi des femmes ou le numérique. Cela entraînera des retombées importantes pour nos entreprises européennes, tout en permettant au continent africain de prendre pleinement en main son destin et sa croissance démographique.



#EuropeProjet

L'Europe qui se consacre en priorité à quelques grands programmes stratégiques, utiles pour nos emplois, pour notre influence, pour notre avenir.





L'EUROPE QUI SE CONSACRE EN PRIORITÉ À DES GRANDS PROGRAMMES STRATÉGIQUES, UTILES POUR NOS EMPLOIS, POUR NOTRE INFLUENCE, POUR NOTRE AVENIR

#PROPOSITION 63

Adopter une «Grande cause européenne»: dans les cinq années du mandat européen à venir, développer les projets communs de recherche médicale entre Etats membres pour découvrir le remède à Alzheimer, Parkinson et les maladies neuro-dégénératives.

#PROPOSITION 64

Etablir une véritable **Stratégie européenne pour l'Intelligence artificielle (IA):** investir massivement grâce à des **appels à projet européens** publics/privés pour faire de l'Europe **le pôle mondial d'innovation dans le domaine de l'IA et du big data,** et pour ne pas laisser cette révolution industrielle aux Etats-Unis et à la Chine. Cette maîtrise de l'Intelligence artificielle européenne doit se faire au service des citoyens et des entreprises européennes.

#PROPOSITION 65

Lancer des coopérations renforcées pour assurer notre indépendance stratégique, notamment dans le secteur spatial ou la cybersécurité.

Les Européens doivent pouvoir se défendre avec leurs propres moyens technologiques et militaires et avancer plus rapidement entre Etats membres lorsqu'ils ont des intérêts communs. L'EUROPE QUI SE CONSACRE EN PRIORITÉ À DES GRANDS PROGRAMMES STRATÉGIQUES, UTILES POUR NOS EMPLOIS, POUR NOTRE INFLUENCE, POUR NOTRE AVENIR

#PROPOSITION 66

Grâce à un Plan européen des nouvelles mobilités, développer des projets innovants en matière d'infrastructures de transports, notamment sur les autoroutes européennes pour y déployer massivement des réseaux d'approvisionnement en hydrogène et de recharge électrique. L'Europe doit devenir le leader mondial du véhicule électrique sur l'ensemble de la chaîne de valeur (notamment sur la production de batteries) mais aussi du véhicule à hydrogène.

#PROPOSITION 67

Accroître les **investissements stratégiques pour éliminer toutes les zones blanches**, particulièrement dans les territoires ruraux et dans les transports en commun, et équiper en Internet très haut débit et en 4G/5G l'ensemble de l'Union européenne, grâce à la **mobilisation prioritaire d'entreprises européennes** afin de garantir une maîtrise de ces outils de souveraineté que sont les réseaux très haut-débit, 4G et 5G.



#EuropeEfficace

L'Europe dont l'action doit être moins technocratique et plus rapide, plus démocratique, plus respectueuse des citoyens et des nations européennes.





L'EUROPE MOINS TECHNOCRATIQUE, PLUS DÉMOCRATIQUE, PLUS RESPECTUEUSE DES CITOYENS ET DES NATIONS EUROPÉENNES

#PROPOSITION 68

Refuser toute taxation intérieure supplémentaire des entreprises ou des ménages européens, notamment sur les carburants ou l'énergie, comme le souhaite Emmanuel Macron. Plutôt que de créer de nouvelles agences fédérales ou de nouveaux budgets communautaires, l'UE doit consacrer son action à des investissements stratégiques pour renforcer notre compétitivité.

#PROPOSITION 69

Engager un **Plan de lutte contre le gaspillage de l'argent public au sein des institutions européennes,** pour rationnaliser le fonctionnement administratif et concentrer les efforts de la Commission européenne sur des priorités.

#PROPOSITION 70

Rétablir l'Europe qui fonctionnait. Grâce à un « grand soir » des compétences, faire de la Commission européenne non plus une Commission des normes, mais une Commission des projets. Il faut limiter son pouvoir normatif au strict nécessaire, et orienter son action sur la conduite de grands projets structurants, comme la réalisation d'infrastructures numériques ou ferroviaires.

#EUROPEEFFICACE #EUROPEEFFICACE

L'EUROPE MOINS TECHNOCRATIQUE, PLUS DÉMOCRATIQUE, PLUS RESPECTUEUSE DES CITOYENS ET DES NATIONS EUROPÉENNES L'EUROPE MOINS TECHNOCRATIQUE, PLUS DÉMOCRATIQUE, PLUS RESPECTUEUSE DES CITOYENS ET DES NATIONS EUROPÉENNES

#PROPOSITION 71

Consacrer l'initiative législative aux seuls Parlement européen et Conseil. Il doit revenir aux acteurs démocratiquement élus d'impulser la législation européenne.

#PROPOSITION 72

Accélérer le processus décisionnel européen: donner la possibilité aux Etats membres de définir chaque année un nombre limité de priorités stratégiques, votées par le Parlement européen; limiter à 12 mois le cycle législatif complet, à savoir 6 mois pour les négociations Parlement européen – Conseil de l'UE et 6 mois pour la transposition (le cas échéant) de la législation européenne dans les Etats membres.

#PROPOSITION 73

Défendre le principe de subsidiarité: l'Europe doit agir lorsqu'elle a une vraie plus-value, à l'image de la PAC et doit laisser aux Etats membres une flexibilité nécessaire le reste du temps. Par exemple, la France doit pouvoir réviser la directive européenne de 2003 sur le temps de travail, pour permettre à nos forces armées, nos forces de l'ordre et nos sapeurs-pompiers (professionnels ou volontaires) de s'organiser librement, de façon adaptée à la réalité des besoins d'intervention.

60

#PROPOSITION 74

Stopper l'inflation normative, en Europe comme en France:

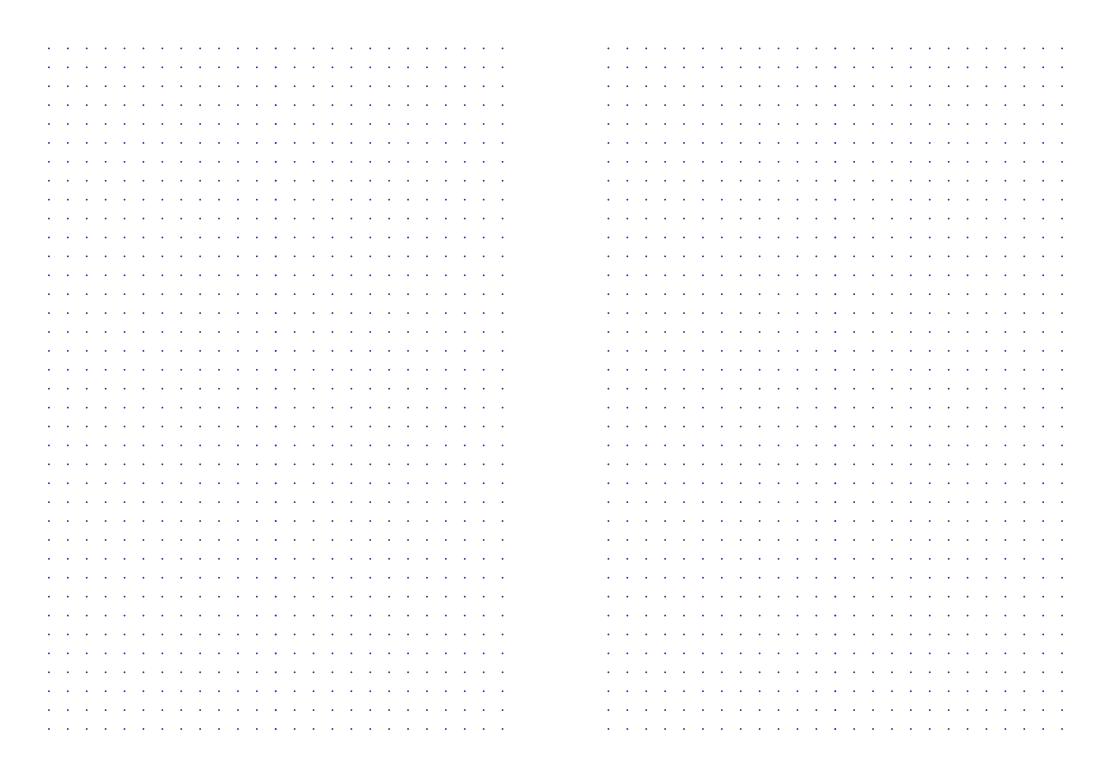
- Supprimer toutes les réglementations européennes obsolètes sur le prochain mandat européen.
- Interdire la surtransposition des normes européennes à l'échelle nationale, et purger le stock de normes « surtransposées » en France.

#PROPOSITION 75

Permette l'expression directe de la parole citoyenne en cours d'un mandat européen, en réformant l'Initiative citoyenne européenne (ICE) pour la rendre plus accessible et transparente.

Pour l'heure, lorsqu'une initiative a recueilli 1 million de signatures venant d'au moins 25% des pays membres, «la Commission décide des mesures de suivi à lui donner».

Désormais, l'examen d'une Initiative citoyenne européenne devrait être rendu **obligatoire par le Parlement européen.** Il en rendrait ensuite compte devant les citoyens européens.



REJOIGNEZ-NOUS!

www.republicains.fr







@LReurope2019



